



Mission régionale d'autorité environnementale

Bretagne

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de BRETAGNE
après examen au cas par cas
sur l'élaboration du zonage d'assainissement
des eaux pluviales de la commune de Baden (56)**

N° : 2018-006541

Décision du 11 janvier 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) de Bretagne ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son article 5 alinéa 2 et son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et

R. 122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et 19 décembre 2016, du 16 octobre 2017 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la Mission régionale d'autorité environnementale le 3 mai 2018 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2018-006541 (y compris ses annexes) relative à **l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Baden (Morbihan)**, présentée par la commune et reçue le 12 novembre 2018 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé, délégation territoriale du Morbihan, en date du 10 décembre 2018 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant que le projet de zonage s'inscrit dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme (PLU), arrêtée par délibération du conseil municipal le 5 novembre 2018, et qui fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que le projet de zonage de l'assainissement pluvial correspond à la prise en compte d'un projet d'urbanisation qui concernera 4 secteurs attenants au bourg (représentant un cumul de 14 ha) et définit différentes dispositions selon les superficies et degrés d'imperméabilisation des secteurs urbanisés ou en voie de l'être ;

Considérant les caractéristiques du territoire, intercommunal et littoral, susceptible d'être touché, en particulier :

- les enjeux de la préservation qualitative des masses d'eau mis en avant par le SCoT Golfe du Morbihan-Vannes agglomération (schéma en cours d'élaboration mais ayant notamment défini les enjeux de la préservation de la conchyliculture et de la pêche à pied dépendants de la qualité de l'eau) et par le SAGE du Golfe du Morbihan-Ria d'Étel (attention portée à la microbiologie en particulier, enjeu de la limitation des apports des zones urbaines aux milieux naturels) ;
- le renforcement de ces mêmes enjeux par le rattachement de la commune au parc naturel régional du Golfe du Morbihan ;
- le classement en zone Natura 2000 du littoral (site du Golfe du Morbihan, zone spéciale de conservation et zone de protection spéciale) ;
- l'ampleur des zones humides terrestres ou littorales (étang de Toulvern, plan d'eau du moulin de mer, marais de Pen en Toul, hors commune...) ;
- l'ampleur des zones conchylicoles, les nombreux sites de pêche à pied et les usages balnéaires du Golfe, masse d'eau peu renouvelée, parfois confinée par la géographie côtière communale (anses et baies souvent fermées) ;
- une topographie variée définissant des pentes marquées et des sols superficiels sur une partie significative du territoire ;

Considérant que les incidences potentielles du projet de zonage sont significatives au vu :

- de l'existence de dysfonctionnements du réseau insuffisamment décrits (simple mention de débordements et de rejets de matières en suspensions, qualité des eaux aux exutoires littoraux non renseignée) pour lesquels il n'est pas fait mention d'une programmation de travaux alors qu'ils concernent notamment le projet d'ouverture à l'urbanisation et peuvent correspondre à une situation de pollution non résolue ;
- de l'absence d'appréciation sur la faisabilité et l'effet des dispositions du zonage précitées, notamment par manque d'information sur la capacité effective des sols à infiltrer les eaux pluviales (alternances de sols sur granit, superficiels, et de sols sur schistes peu perméables) alors que la densification urbaine projetée à l'horizon 2028, exigeante sur le plan de la gestion des eaux pluviales, représente plus de 60 % de l'offre nouvelle en logements ;

Considérant que l'évaluation environnementale du PLU précise que la qualité de l'eau des exutoires peut être localement dégradée, notamment pour l'un des deux sous-bassins versants du bourg (bactériologie, ammonium) sans que l'effet de ces situations sur les eaux et leurs usages soit commenté ;

Considérant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de zonage d'assainissement est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la commune, **le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Baden (Morbihan) est soumis à évaluation environnementale.**

L'évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux pluviales pourra être commune à celle du zonage d'assainissement des eaux usées.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de zonage d'assainissement est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 11 janvier 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
de Bretagne, la présidente



Aline BAGUET

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
Service d'appui technique à la Mission régionale d'autorité environnementale (Coprev)
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS96515
35065 Rennes Cedex

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.